



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N°23 – Juin 2022

## Zoom – Quel rôle pour les banques de développement en Argentine ?

En 2021, les bailleurs de fonds internationaux auxquels la France contribue – à savoir la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement (BEI) – ont accordé 3,8 Mds USD supplémentaires à l'Argentine pour financer un total de 19 projets dans les secteurs de la santé, des infrastructures de transport, de la résilience climatique, de l'éducation, du numérique, de l'accès à l'eau et l'assainissement, de l'agriculture ainsi que pour la promotion de l'activité économique, notamment dans le cadre de la reprise post-pandémie. Les banques de développement multilatérales continuent d'investir de façon importante (près de 1% du PIB) dans tous les secteurs du développement malgré une situation macroéconomique défavorable. En effet, compte tenu de son besoin de développement, de sa difficulté à accéder aux financements sur les marchés des capitaux internationaux et du fait qu'aucun autre bailleur de fonds ne l'aidera à se financer (S&P, Moody's et Fitch accordent respectivement à la dette souveraine argentine une note de CCC+, Ca et CCC soit un risque très élevé voire spéculatif, le seul échelon avant le défaut), l'Argentine a besoin d'être soutenue par les institutions financières internationales, et donc les banques de développement. Au-delà du FMI, la Banque mondiale y a par exemple un portefeuille actif de projets de 7,4 Mds USD, auxquels s'ajoute une facilité de garantie de 466 MUSD, et la Banque interaméricaine de développement (BID) y détient 11,4 Mds USD d'actifs de prêts. Les banques de développement multilatérales sont donc présentes et importantes, puisqu'elles constituent une des rares solutions au financement souverain, qui a en plus l'avantage d'être concessionnelle. Elles cherchent aujourd'hui à promouvoir les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU et à encourager les pays à atteindre un développement juste, inclusif et durable. C'est pourquoi elles continuent d'agir en Argentine malgré le risque élevé, afin de donner au pays les moyens de mener des politiques ambitieuses en matière de climat et de justice sociale. En outre, l'attribution de crédits via la Banque mondiale ou la BID permet d'établir un cadre d'action structuré et conforme aux normes internationales, en articulation avec les programmes du FMI. Toutefois, en 2019, l'Argentine a reçu une aide publique au développement nette de seulement 18,2 MUSD et, avec 1 Md USD de remboursement annuel à la BID entre 2022 et 2027, les flux nets seront très faibles voire négatifs sur la période sans une implication croissante de cette dernière, ce qui paraît très peu probable compte tenu des différends entre son président Mauricio Claver-Carone et les autorités argentines. D'ailleurs, malgré l'incitation forte du FMI, la Banque mondiale et la BID n'ont pas souhaité accroître leurs engagements dans le pays, les limitant donc à 0,4% du PIB (à titre de comparaison, en 2022, l'apport du FMI est de 1,2% du PIB argentin). Finalement, si un plus grand engagement est essentiel pour le développement du pays, il accroîtrait en même temps son endettement : les projets menés à bien ont dès lors une obligation de résultats pour qu'ils participent efficacement à la génération de revenus *in fine*.

### LE CHIFFRE À RETENIR

3,8

Montant accordé en  
2021 en Mds USD

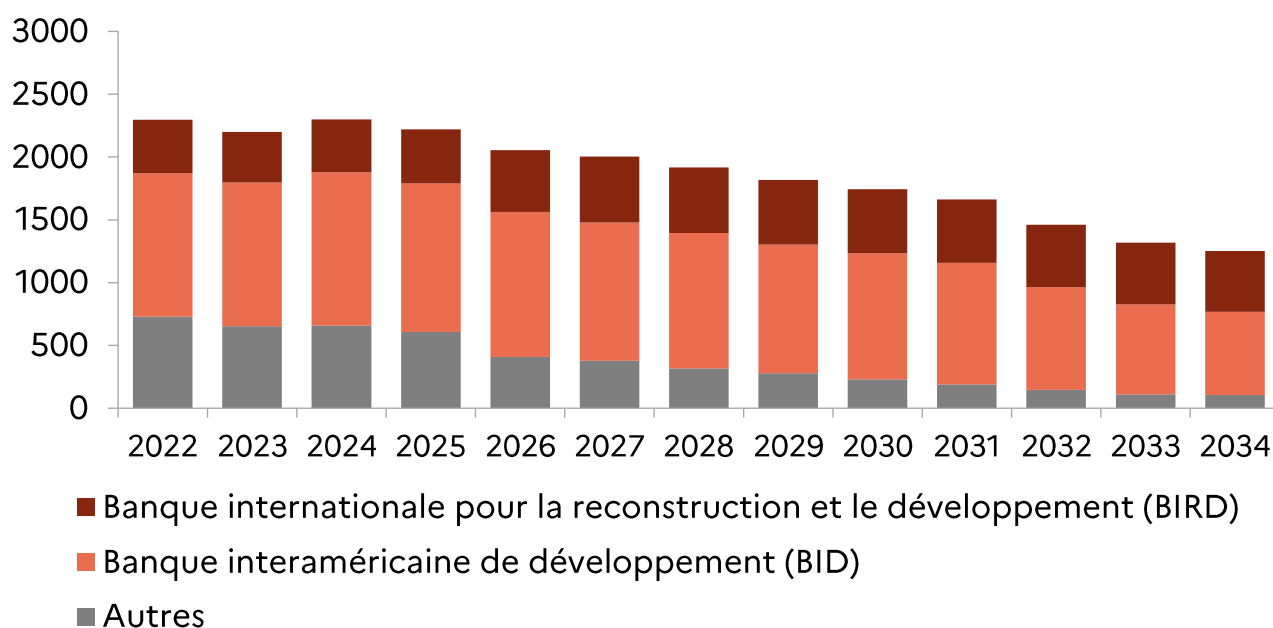
## Principaux indicateurs macroéconomiques

|                                                 | Argentine | Chili | Paraguay | Uruguay |
|-------------------------------------------------|-----------|-------|----------|---------|
| <b>Derniers chiffres annuels - 2021</b>         |           |       |          |         |
| Croissance du PIB réel                          | 10,3%     | 11,7% | 4,2%     | 4,4%    |
| Inflation (fin de période)                      | 50,9%     | 7,2%  | 6,8%     | 8,0%    |
| Solde budgétaire (% du PIB)                     | -4,6%     | -7,7% | -3,7%    | -4,2%   |
| Dette publique (% du PIB)                       | 79,9%     | 36,3% | 33,8%    | 73,3%   |
| Solde courant (% du PIB)                        | 1,3%      | -6,6% | 0,8%     | -1,8%   |
| Dette extérieure (% du PIB)                     | 58,3%     | 84,4% | 49,9%    | 77,1%   |
| <b>Prévisions et projections - 2022</b>         |           |       |          |         |
| Croissance du PIB réel - FMI                    | 4,0%      | 1,5%  | 0,3%     | 3,9%    |
| Croissance du PIB réel - Agents économiques     | 3,3%      | 1,5%  | 0,2%     | 4,2%    |
| Inflation (fin de période) - Agents économiques | 72,6%     | 8,9%  | 8,0%     | 8,5%    |
| <b>Pour mémoire</b>                             |           |       |          |         |
| PIB nominal de 2021 (Mds USD)                   | 488,6     | 316,9 | 38,3     | 59,4    |
| Population (millions)                           | 47,3      | 19,8  | 7,5      | 3,6     |

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

## Graphique de la semaine

Argentine – Échéances dues aux organismes internationaux hors FMI (en MUSD)



Sources : Ministère de l'Économie, SER Buenos Aires

## RÉGION

### La Banque mondiale révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2022 et 2023

Après deux années de pandémie, la Banque mondiale met en exergue dans son édition de juin des « Perspectives économiques mondiales » la concentration des risques qui pèsent sur l'économie mondiale et pouvant conduire à une stagflation. Les tensions sur les chaînes d'approvisionnement et les prix, en sus du resserrement monétaire, du fait de la guerre en Ukraine et de la poursuite de l'épidémie de Covid-19, devraient conduire à un ralentissement de l'économie mondiale, avec une croissance abaissée à 2,9% en 2022 (-1,2 point de pourcentage (p.p.) par rapport à l'édition de janvier), après un rebond de 5,7% en 2021. Pour 2023 et 2024, la Banque prévoit une croissance à 3,0% (-0,2 p.p.).

De manière similaire, la Banque envisage un ralentissement de la croissance en Amérique latine et dans les Caraïbes, à seulement 2,5% en 2022 (-0,1 p.p.) après avoir progressé de 6,7% en 2021. La croissance se tasserait à nouveau en 2023, à seulement 1,9% (-0,8 p.p.) puis accélérerait légèrement pour atteindre 2,4% en 2024. La Banque explique cette mauvaise performance par les conséquences indirectes de la guerre en Ukraine, à travers notamment l'envolée des cours des matières premières. Ainsi, les risques sur les équilibres budgétaires et commerciaux devraient être très importants pour les importateurs nets d'énergie et ceux fortement dépendants des achats à l'extérieur d'engrais (80% de la consommation brésilienne d'engrais et près de 70% pour celle argentine).

À rebours de la plupart des pays, l'Argentine bénéficie d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance. En effet, pour la Banque, le PIB pourrait progresser de 4,5% en 2022 (+1,9 p.p.) en raison notamment d'un effet d'inertie favorable, avant de ralentir en 2023 et 2024 à 2,5% (+0,4 p.p.). À titre de comparaison, les prévisions de croissance du FMI (4,0% en 2022 et 3,0% en 2023) et de l'OCDE (3,6% en 2022) sont moins optimistes. De plus, sur le plan commercial, la Banque mondiale considère que les effets bénéfiques tirés de l'augmentation des prix agricoles exportés seront compensés par la hausse du prix des produits énergétiques importés. De la même manière, les prix élevés des produits énergétiques exerceront une pression haussière sur les subventions aux énergies. Par ailleurs, selon la Banque, les tensions inflationnistes (60,1% en 2022 selon l'OCDE) continueront de peser sur l'activité.

Au Chili, les prévisions de croissance de la Banque s'établissent à 1,7% en 2022 (-0,5 p.p.) après 11,7% en 2021. Le PIB chilien stagnerait en 2023 (0,8% en 2023 ; -1,0 p.p.) avant de rebondir à 2,0% en 2024. La Banque explique ainsi ce ralentissement par le resserrement marqué de la politique budgétaire et de la politique monétaire. A contrario, la balance courante devrait s'améliorer sous l'effet du ralentissement des importations, pénalisées par la modération de la demande chilienne.

De la même manière, la croissance pourrait fortement ralentir au Paraguay (0,7% en 2022 versus 4,2% en 2021 ; -3,3 p.p.) en raison de l'intensité de la sécheresse et des fortes chaleurs, et dans une moindre mesure en Uruguay (3,3% versus 4,4% en 2021 ; +0,2% p.p.). Pour 2023 et 2024, la Banque prévoit un vigoureux rebond pour le Paraguay (4,7% en 2023 ; +0,8 p.p. ; suivi par 3,8% en 2024) et un léger ralentissement pour l'Uruguay (2,6% en 2023 ; +0,1 p.p. ; puis 2,5% en 2024).

## ARGENTINE

### **Le président Alberto Fernández a demandé au ministre du Développement productif, Matías Kulfas, de démissionner**

Le 4 juin, le président Alberto Fernández a demandé au ministre du Développement productif, Matías Kulfas, de démissionner en raison des accusations de corruption faites par des fonctionnaires de son ministère sur l'appel d'offres pour la fourniture des tuyaux destinés à la construction du gazoduc Néstor Kirchner.

En effet, un message « *off the record* » diffusé aux journalistes affirmant que l'appel d'offres avait été élaboré sur mesure pour le groupe métallurgique argentin Techint a suscité une forte réaction sur Twitter tant de la part de l'entreprise publique responsable de l'appel d'offres, ENARSA (ex IEASA, la compagnie pétrolière qui est en charge de l'exploitation, de la production ainsi que du transport du pétrole et du gaz naturel et de leur distribution, y compris sous forme d'électricité), que de celle de l'actuelle vice-présidente, Cristina Fernández de Kirchner.

Selon les médias, ces accusations auraient été l'élément déclencheur de l'appel à la démission de M. Kulfas. Par la suite, M. Kulfas a présenté sa lettre de démission où il réaffirme les accusations qui ont été faites contre l'entreprise ENARSA « dont les membres, ainsi que l'équipe du secrétaire d'État à l'Énergie, répondent à la vice-présidente ». Ces allégations ont été rejetées par la porte-parole du président, Gabriela Cerruti.

Le 6 juin, une enquête a ainsi été ouverte par le procureur Carlos Stornelli concernant les irrégularités présumées dans la procédure d'appel d'offres. Le juge qui sera en charge de l'enquête, Daniel Rafecas, a convoqué M. Kulfas pour qu'il donne son témoignage.

L'ex-ministre sera par ailleurs remplacé par l'actuel ambassadeur de l'Argentine au Brésil, Daniel Scioli, qui a aussi été vice-président du gouvernement de l'ancien président Néstor Kirchner entre 2003 et 2007 et gouverneur de la province de Buenos Aires entre 2007 et 2015.

### **Les services du FMI s'accordent avec les autorités argentines sur les conclusions de la 1<sup>ère</sup> revue du mécanisme élargi de crédit**

Près de deux mois et demi après l'accès de l'Argentine au mécanisme élargi de crédit (31,9 Mds de DTS, équivalent à 44 Mds USD, soit 1.000% de la quote-part), les services du FMI ont annoncé être parvenus à un accord de principe avec les autorités argentines sur la conclusion de la 1<sup>ère</sup> revue du programme.

Dans le cadre de l'évaluation, les services estiment que l'Argentine a atteint l'ensemble des objectifs quantitatifs du 1<sup>er</sup> trimestre de 2022. Pour rappel, ces objectifs proposés dans le programme avec le FMI concernaient notamment le déficit budgétaire primaire (0,3% du PIB – ou 0,26% du PIB selon certains économistes), le financement monétaire net (1,9 Md USD) ainsi que l'accumulation des réserves internationales (+1,2 Md USD sur trois mois). De la même manière, les services affirment avoir constaté des avancées dans les ajustements structurels, y compris sur l'énergie, conformément aux engagements du programme.



De plus, malgré l'accumulation de facteurs baissiers (conflit en Ukraine, confinement en Chine, chaînes d'approvisionnement très perturbées, tensions inflationnistes, etc.) qui viennent peser sur la croissance mondiale, les services du FMI et les autorités argentines n'ont pas modifié les objectifs annuels du programme afin de renforcer sa crédibilité, une condition nécessaire pour restaurer la confiance.

Dans cette optique, le gouvernement s'est engagé à ajuster ses priorités en termes de dépenses publiques dans l'objectif de baisser le déficit budgétaire primaire à 2,5% du PIB en 2022 (versus 3,0% du PIB en 2021) et le financement monétaire net à 1,0% du PIB (versus 3,7% du PIB en 2021) conformément aux cibles établies dans le programme. De leur côté, certains économistes envisagent un déficit primaire à 3,7% du PIB en 2022, à cause de facteurs tels que la stabilité des dépenses liées aux retraites (1,4% du PIB) et l'augmentation de celles qui ont trait aux subventions (0,6% du PIB versus 0,4% du PIB un an plus tôt).

Afin d'accroître les revenus de l'État en 2023, le ministère de l'Économie a soumis à la Chambre des députés un projet de loi qui propose d'imposer une taxe exceptionnelle de 15% sur les superprofits, c'est-à-dire ceux supérieurs à 1 Md de pesos (environ 8 MUSD) avec une marge supérieure à 10% ou en hausse de 20% par rapport à 2021.

En parallèle, la Banque centrale poursuivra les levées graduelles des taux d'intérêt (notamment Leliq et Baldar) pour les rendre modérément positifs en termes réels, tout en garantissant la compétitivité du taux de change et l'augmentation de 5,8 Mds USD des réserves internationales nettes (contre près de -1,5 Md USD en 2021).

Afin de mieux prendre en compte l'impact des chocs exogènes (conflit en Ukraine, aléas climatiques) et endogènes (saisonnalité des importations) sur les trajectoires budgétaire et monétaire, les services du FMI proposent de réviser les objectifs trimestriels. En effet, le Fonds estime que les dépenses publiques seront alourdies par l'augmentation des aides sociales (+0,3% du PIB liés à la prime ponctuelle qui est versée aux entrepreneurs individuels, aux travailleurs informels et aux retraités selon les économistes) ainsi que des subventions énergétiques, et ce malgré la revalorisation récente des tarifs de l'énergie. Dans ce contexte, les économistes jugent difficile le respect par l'Argentine de la cible de déficit primaire du 2<sup>ème</sup> trimestre fixée dans le programme, à ce stade, à 0,5% du PIB.

Par ailleurs, les services plaident pour une mise en œuvre déterminée du programme afin d'atteindre ses objectifs, y compris sur le développement du marché financier en pesos, la lutte contre la corruption ainsi que le blanchiment des capitaux et la promotion des investissements stratégiques.

Cette revue du programme de 30 mois sera bientôt soumise au Conseil d'administration du FMI. Si elle est approuvée, l'Argentine recevra 3,0 Mds DTS, soit l'équivalent de 4,0 Mds USD.

En parallèle, les échéances dues au FMI au cours des trois prochains mois s'élèvent à 5,2 Mds USD, dont 4,9 Mds USD en capital (2,8 Mds USD en juin et 2,1 Mds USD en juillet) et 297 MUSD en intérêts, qui sont à verser en août.

Sauf si l'échéancier est modifié, la 2<sup>ème</sup> revue du programme se tiendra en septembre, avec un déboursement attendu de 3,0 Mds DTS, soit environ 4,0 Mds USD.

### **L'entreprise chinoise Gangfeng Lithium lance les travaux de son projet Mariana, une usine d'extraction de lithium à 600 MUSD dans la province de Salta**

L'entreprise chinoise Gangfeng Lithium, un des principaux producteurs mondiaux de lithium, vient de lancer les travaux du projet Mariana. Il représente un investissement de 600 MUSD afin de construire une usine de saumure de lithium située dans le Salar de Llullaillaco, au cœur de la Puna de la province de Salta. Ce projet devrait ainsi générer 1.700 emplois dans cette province, dont 1.300 liés à sa construction et 445 au cours de son exploitation. Une autre usine est prévue dans le parc industriel de la ville de Güemes, située à 55 kilomètres de la ville de Salta, avec une production prévue de 20.000 tonnes par an de chlorure de lithium pour l'exportation.

Le gouverneur de Salta, Gustavo Sáenz, s'est ainsi félicité de ce projet, le qualifiant de « moment clé pour l'exploitation minière à Salta », et affirmant qu'il souhaitait que Salta soit un exemple de développement durable pour le monde entier. Il s'est enthousiasmé que Gangfeng Lithium apporte sa propre technologie qui consiste à extraire le lithium grâce à l'évaporation solaire, un processus plus écologique mais aussi plus économique. L'entreprise compte par ailleurs installer un parc solaire de près de 120 MW pour faire fonctionner cette usine.

Gangfeng Lithium avait également signé un accord avec le désormais ex-ministre du Développement productif, Matías Kulfas, et le gouverneur de Jujuy, Gerardo Morales, le 14 mai 2021 pour la construction d'une usine de batteries au lithium propulsée à l'énergie solaire dans la province de Jujuy, où elle développe déjà le projet Cauchari-Olaroz.

L'entreprise chinoise détient 51% de Minera Exar, détenant elle-même le projet Cauchari-Olaroz, duquel il est attendu une production annuelle de 40.000 tonnes de carbonate de lithium de qualité permettant de produire des batteries pendant plus de 40 ans.

Le vice-président de l'entreprise chinoise, présent pour le lancement du chantier, a expliqué investir dans une usine qui produira la matière nécessaire pour construire des batteries de véhicules électriques grâce à l'énergie solaire produite dans le Nord de l'Argentine.

## **CHILI**

### **La Banque centrale poursuit son resserrement monétaire et présente ses projections de croissance et d'inflation révisées à la hausse**

Comme anticipé par les acteurs financiers, la Banque centrale a relevé son taux d'intérêt directeur de 75 points de base pour l'établir à 9%, soit une hausse cumulée de 850 points de base par rapport à mi-2021 lorsqu'elle a engagé son resserrement monétaire. Il s'agit de son plus haut niveau depuis fin 1998.

Cette nouvelle levée de taux répond ainsi à la persistance de l'inflation qui, en mai, a progressé de 1,2% sur un mois et de 11,5% sur un an, soit son plus haut niveau depuis 1994. Les augmentations de prix continuent à être très marquées pour les aliments (+17,1% sur un an en mai) et l'énergie (+20,8%), qui se répercutent sur les prix de certains secteurs, à l'instar de l'hôtellerie et de la restauration (+16,5%) ainsi que des transports (+22,3%). La hausse de l'inflation n'a cessé de s'accélérer depuis la mi-2021, tout comme l'inflation

sous-jacente qui, excluant les prix volatils et régulés, s'est établie à 9,0%.

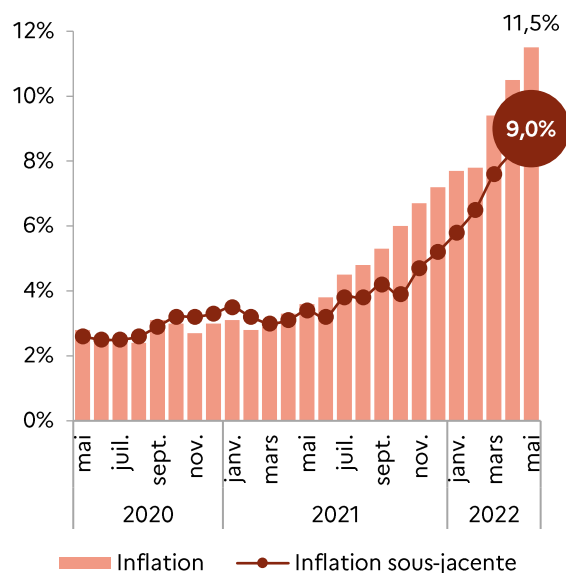
Dans son tout dernier rapport de politique monétaire, la Banque centrale explique la persistance de l'inflation (+6,1% sur un an en cumulé depuis le début de l'année) par un ralentissement de l'économie moins rapide qu'anticipé (hausse du PIB au 1<sup>er</sup> trimestre de 2022 de 0,8% en glissement trimestriel en désaisonnalisé et baisse de seulement 0,2% pour le PIB non minier). Seul l'investissement a marqué un très net ralentissement, tandis que la consommation privée s'est maintenue à des niveaux relativement élevés. À cela s'ajoute bien sûr la multiplication des chocs externes qui poussent les prix à la hausse, tels que le conflit russo-ukrainien, ou bien la détérioration des conditions financières à travers le monde ainsi que le ralentissement de l'économie chinoise.

Dans ce contexte, la Banque centrale a révisé à la hausse ses projections de croissance pour 2022, anticipant ainsi une hausse de l'activité économique comprise entre 1,5 et 2,25% pour 2022 (contre 1 à 2% pour ses précédentes projections) expliquée par la résilience de la consommation privée (+2,1% attendus en 2022 contre une baisse de 0,3% pour sa précédente projection) qui devrait permettre de compenser la diminution de l'investissement (-4,8% contre -3,8%). Ainsi, l'atterrissage pourrait dès lors s'opérer de façon plus brutale en 2023 avec une hausse de la probabilité d'une récession, la Banque centrale s'attendant à une stagnation ou une chute du PIB jusqu'à 1%, expliquée par la chute de la consommation privée (-4,1%) et de l'investissement (-2,2%).

De même, la Banque centrale a révisé à la hausse ses projections d'inflation pour 2022. Elle estime ainsi que l'inflation poursuivra son

accélération jusqu'à un peu moins de 13% sur un an au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre pour ensuite commencer à décélérer pour s'établir à 9,9% à la fin 2022 (contre 5,6% pour sa dernière prévision) et converger vers la cible de 3% d'ici fin 2023. Pour y parvenir, les autorités monétaires ont donc laissé entendre que de nouvelles hausses de taux, peut-être moins élevées, pourraient intervenir au cours des prochains mois

**Inflation et inflation sous-jacente  
(glissement annuel)**



Sources : INE, SER Buenos Aires

## La Cour suprême clôture le chapitre de l'appel d'offres sur le lithium

L'appel d'offres concernant l'extraction de lithium, l'un des ultimes chantiers de l'ancien président Sebastián Piñera, a été un épisode marquant de la fin de son mandat qui avait concentré toute l'attention. En janvier dernier, l'ex-président Sebastián Piñera avait attribué des quotas à l'entreprise chinoise BYD et à Operaciones Mineras del Norte S.A., gérée par le chilien Francisco Errázuriz, leur octroyant le droit d'extraire chacune 80.000



tonnes de lithium. Au total 5 quotas étaient prévus, pour un montant total de 121 MUSD. Pour rappel, le Chili est le 2<sup>ème</sup> producteur de lithium au monde, juste derrière l'Australie, avec 22,9% de la production mondiale. Les deux principales entreprises productrices de lithium au Chili sont la Chilienne SQM ainsi que l'Américaine Albemarle.

Des recours avaient ainsi été déposés par le gouverneur de Copiapó situé dans la région d'Atacama au Nord du Chili, Miguel Vargas, ainsi que par un groupe de communautés autochtones Aymara et Diaguita peuplant un plateau salé dans le désert d'Atacama. Il soulignait notamment que l'appel d'offres qui avait été lancé ne définissait aucune zone géographique spécifique où les extractions auraient lieu. Ainsi, cette semaine, la Cour suprême chilienne a définitivement annulé cet appel d'offres, en considérant que les recours qui avaient été déposés par les communautés autochtones étaient fondés.

La création d'une entreprise nationale du lithium est désormais la priorité du tout nouveau gouvernement, notamment de la ministre des Mines Marcela Hernando. Le rayon d'action de l'entité n'est pas encore précisément défini et pourrait couvrir un périmètre extrêmement large : recherche et développement, financements, sans exclure la possibilité de participer à l'exploitation du minéral et à sa valorisation. Par ailleurs, un des axes majeurs serait de valoriser les industries moins polluantes et respectueuses de l'environnement, le processus actuel de production de lithium par évaporation étant par exemple extrêmement coûteux en eau.

### **ADP et Vinci Airports signent un accord avec des entreprises énergétiques pour lancer un hub hydrogène vert dans l'aéroport de Santiago**

Nuevo Pudahuel, le concessionnaire de l'aéroport de Santiago, dont les principaux actionnaires sont les groupes ADP et Vinci Airports, a signé un accord cette semaine avec Air Liquide (production et distribution d'hydrogène), Colbún (électricité) et Copec (approvisionnement ainsi que stockage en carburant) pour préparer le développement de l'hydrogène vert dans cet aéroport.

Cet accord a été signé en présence d'Airbus, du ministre des Travaux publics, Juan Carlos García, du ministre des Transports et des Télécommunications, Juan Carlos Muñoz, du ministre de la Science et de la Technologie, Flavio Salazar, ainsi que du sous-secrétaire à l'Énergie, Julio Maturana, de l'Ambassadeur de France au Chili, Pascal Teixeira da Silva, et du vice-président de CORFO, José Miguel Benavente.

L'objectif est ainsi de créer le 1<sup>er</sup> aéroport de la région fonctionnant avec de l'hydrogène vert. Par conséquent, le consortium réalisera une série d'études de préfaisabilité pour évaluer le développement d'un écosystème hydrogène, y compris pour l'infrastructure de production, pour les activités au sol du complexe aéroportuaire, ainsi que pour les vols. Cette initiative devrait par ailleurs contribuer à l'objectif de l'aéroport Arturo-Merino-Benítez de Santiago du Chili de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030 et d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

## PARAGUAY

**La Société financière internationale (IFC) apporte son soutien aux très petites entreprises, à travers un financement de 100 MUSD octroyé à la banque privée Banco Continental**

Dans le cadre de sa stratégie de soutien aux très petites entreprises (TPE), la Société financière internationale (IFC), filiale de la Banque mondiale, a apporté un financement de 100 MUSD à la banque paraguayenne Banco Continental afin d'élargir leur accès aux crédits bancaires.

Les TPE paraguayennes souffrent d'un accès limité aux crédits et aux services bancaires, freinant mécaniquement leur croissance, et ce malgré leur importance dans l'économie (80% des emplois). Dans ce contexte, l'IFC et la banque ont communiqué en avril sur leur stratégie de soutien financier aux TPE, pour notamment renforcer leur compétitivité et leur digitalisation. Pour le directeur de Banco Continental, Rodrigo Ortíz, les TPE, surtout celles dirigées par les femmes, sont au cœur de la stratégie de la banque. Elles constituent une partie importante de son portefeuille de crédit.

Afin d'accroître la fourniture des produits et services bancaires, Rodrigo Ortíz explique que Banco Continental est la 1<sup>ère</sup> banque privée en termes d'utilisation du Fonds de garantie publique FOGAPY, qui est destiné à garantir les opérations bancaires avec les TPE. En sus, la banque a autorisé les TPE à reporter sans frais leurs échéances en raison

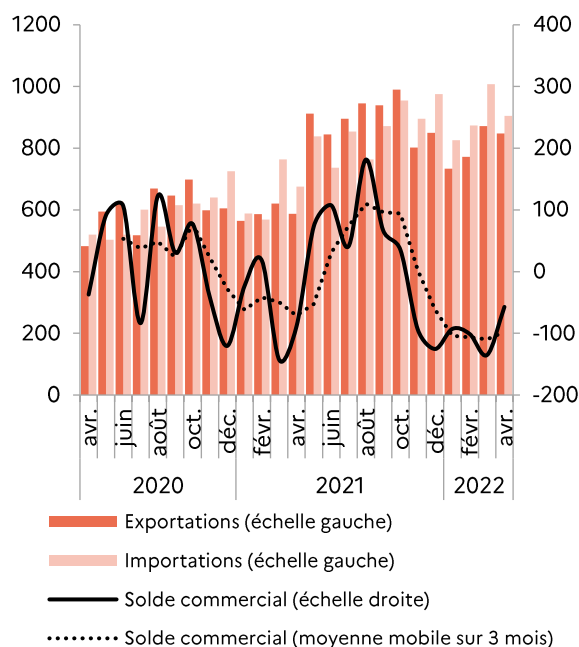
du contexte sanitaire et a aussi poursuivi le financement de nouveaux projets.

## URUGUAY

**Malgré la bonne tenue des exportations, la croissance des importations a creusé le déficit commercial sur les quatre premiers mois de l'année**

Les données de commerce extérieur jusqu'à avril permettent de confirmer la très bonne tenue des exportations uruguayennes depuis janvier. Cette dernière doit toutefois être tempérée du fait du déficit commercial.

**Commerce extérieur (MUSD)**



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

Le 1<sup>er</sup> trimestre de 2022 et le mois d'avril ont été synonymes d'exportations soutenues, qui ont notamment été portées par les secteurs industriel et primaire. En cumulé depuis le mois de janvier 2022, elles se sont établies à 3,2 Mds USD, ce qui implique une hausse de 36,7% sur un an. De leur côté, les importations se sont élevées à 3,6 Mds USD, soit une hausse de 39,1% sur un an. Au total, le déficit commercial s'est creusé à près de 386 MUSD en cumulé sur les quatre premiers mois de 2022 (contre près de 237 MUSD pour les mêmes mois de 2021).

Les impacts du contexte international actuel sur le commerce extérieur sont ambivalents. D'un côté, la hausse du prix des alimentaires conduit mécaniquement à une hausse de la valeur totale des exportations et contribue à la baisse du déficit commercial. D'autre part, l'Uruguay est affecté négativement par la hausse des cours des matières premières (pétrole surtout), qui vient contribuer au creusement du déficit commercial et constitue un risque d'inflation importée.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-François Michel,  
Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :  
Twitter :

[samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr](mailto:samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr)  
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)